

20 présents, 2 absents, 1 procuration.

0. Compte rendu du Conseil municipal du 23 septembre 2010

Adopté à l'unanimité.

Le Maire accueille Bernard Paillard qui présente le bilan de l'action Plozarch et les perspectives pour la phase II.

1. Contrat enfance Jeunesse - CAF

Gaby Peton, adjointe à l'action sociale et scolaire présente la proposition du Contrat Enfance Jeunesse de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales). La CAF est actuellement engagée dans une participation dégressive auprès des Communes, aussi, aucun nouveau projet ne peut plus être ni intégré ni financé. Seules les actions auparavant inscrites, comme le RAM (Relais assistantes Maternelles), l'ALSH (l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement), la GPS (Garderie PériScolaire) ouvrent droit à financement. Trois autres actions, l'aide aux devoirs, les opérations petits déjeuners et la lecture aux enfants, sont prises en compte sans pour autant bénéficier d'aides financières. La CAF est cependant très intéressée par la démarche engagée par la Commune, qui élabore un contrat éducatif local, basé sur l'accueil et l'accompagnement de l'enfant sur tout le territoire de la Commune et quelque soit la structure d'accueil. Il est ainsi proposé au conseil municipal d'autoriser le Maire à signer la convention avec la CAF pour la période de 2010 à 2013.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer la convention présentée.

2. Projet d'archives scientifiques

Le Conseil municipal a voté le 19 juin 2009, un budget pour accompagner le projet (phase I) Plozarch, mené par le CNRS sous la responsabilité de Bernard Paillard. Le budget alloué était alors de 30 000 €. Il est proposé au conseil municipal de se prononcer sur la phase II pour un prévisionnel dans la limite de 32 000 €, incluant les frais liés aux trois événements de 2011 (frais de déplacement, hébergement, frais de conférencier), du matériel informatique (micro extérieur, logiciel de montage vidéo, disque dur externe, ...), la valorisation des frais directs et indirects.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) valide le projet Plozarch phase II, octroi un budget maximal de 32 000 € et prévoit la dépense au budget.

3. Clôture d'un budget annexe - lotissement des Saules

Le Maire propose à l'assemblée de clôturer le budget annexe du lotissement Hameau des Saules créé en 2004. Ainsi, il propose de réaliser la vente des terrains par la Commune au budget du lotissement pour un montant de 48 000 € et de transférer les résultats dans le budget principal pour un résultat financier excédentaire de 22 754.28 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) valide les opérations telles que présentées.

4. Intégration de la voirie du lotissement dans la voirie communale

Le Maire, suite à la clôture du budget annexe du lotissement Hameau des Saules propose à l'assemblée d'intégrer la voirie du lotissement (171 mètres) dans la voirie communale ainsi que les espaces communs dans le domaine public de la Commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) valide la proposition telle que présentée.

5. Convention occupation du domaine public maritime

Le Maire présente la proposition de convention entre la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et la Commune pour régulariser l'occupation du domaine public maritime sous la forme d'une superposition d'affectations pour le maintien d'une protection en enrochements au lieu-dit « Le Gored ». La longueur est de 53 mètres et la largeur de 3,25, l'emprise totale de la dépendance du domaine public maritime est de 173m². La superposition d'affectations subsistera tant que la dépendance et les ouvrages représenteront une utilité pour le bénéficiaire et que les termes de la convention seront respectés.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer la convention telle que présentée.

6. Contrat de vérification contre la foudre

La Commune a lancé une consultation pour la vérification de l'installation de protection contre la foudre de l'église Saint-Démet. La meilleure proposition émane de l'entreprise Macé de Plaine-Haute (22). Le contrat est prévu pour une période de cinq ans à compter de l'année 2011 et pour un montant annuel de 50 €, révisable.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer le contrat tel que présenté et prévoit la dépense au budget.

7. Contrat de détaupisation

Le Maire présente la meilleure proposition suite à la consultation réalisée pour l'élimination des taupes sur les espaces verts publics de la Commune. C'est l'entreprise APA qui est la mieux disante pour un montant annuel de 1 500 €HT, le contrat est prévu pour une période de 5 ans.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer le contrat pour une période de cinq ans et prévoit la dépense au budget.

8. Cession de terrain

Le Maire présente la proposition de monsieur Bourrassin de céder gratuitement à la Commune la parcelle cadastrée ZE198 à Menez Kermao d'une superficie de 1002m². Cette parcelle comprend une cuve désaffectée d'hydrocarbure qu'il convient de dépolluer. Le coût estimatif se monterait à 5 000 €HT pour dégazer la cuve et l'évacuer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 1 abstention) accepte la cession gratuite, autorise la dépollution du terrain et prévoit la dépense au budget.

9. Tableau des effectifs

Le Maire présente le tableau des effectifs et propose la modification de quatre postes à compter du premier décembre 2010 :

Tout d'abord, la transformation de deux postes d'agents techniques seconde classe en agents techniques première classe à temps plein, ensuite la transformation d'un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) première classe en ATSEM principal seconde classe et enfin la transformation d'un poste d'ATSEM première classe en ATSEM première classe à temps partiel 70%.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise les modifications de postes tels que présentés et prévoit la dépense au budget.

10. Marchés Publics Extension de l'école - MCMR

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint rappelle le cadre du marché d'extension de l'école Georges Le Bail, et informe l'assemblée de la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du lot n°1 Gros Œuvre. Après plusieurs démarches auprès du liquidateur, celui-ci nous a confirmé l'abandon définitif du chantier. Or, l'entreprise en question (MCMR de Pleuven) n'a pas terminé sa prestation : il reste deux percées, des reprises d'enrobé dans la cour de récréation ainsi que des travaux d'aménagement du parvis à l'entrée de l'école. Nous avons demandé à notre maître d'œuvre de réaliser la réception des travaux de façon à pouvoir établir le nouveau marché que nous sommes dans l'obligation de relancer. Pour alléger les procédures, le bureau municipal propose d'avoir recours à la procédure de l'article L.2122-21.2 du code général des collectivités territoriales, qui autorise le Maire à engager et à signer le marché et fixe la limite de 25 000 €HT. Certaines prestations pourront être réalisées par d'autres entreprises intervenant sur le chantier par avenants, dans la mesure où l'économie globale de leur propre marché n'est pas remise en cause (avenant < 10 %).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à lancer et signer les marchés publics tels que présentés dans la limite maximale de 25 000 €HT.

11. Marchés Publics Extension de l'école - Projet d'aménagement du parvis

Les travaux de l'extension de l'école rendent nécessaire des aménagements, notamment l'enrobé du parking de l'école maternelle et également la réalisation de deux zones pavées. Des plots seront disposés devant la zone pavée de l'entrée principale pour la sécuriser. Le projet est estimé à 30 000 € H.T. maximum.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à lancer et signer le marché d'aménagement du parvis de l'école dans le cadre de l'extension de l'école dans la limite autorisée de 30 000 €.

12. Annulation d'un marché public de maîtrise d'œuvre de l'Office de Tourisme.

Le Maire rappelle que le conseil municipal avait voté en septembre 2009 le marché d'attribution pour la maîtrise d'œuvre de l'office de tourisme pour 10800 €. Le marché a été attribué à Mme Le Perron de Brest. Un marché complémentaire, suite à l'APS, a été proposé à 14 000 € plus 7 000 € de marché pour l'aménagement intérieur. La Préfecture nous a demandé de retirer la délibération, considérant qu'il s'agit d'un marché nouveau et non complémentaire. L'architecte nous a proposé un projet nouveau et présenté le permis de construire. Cependant, le bureau municipal souhaite stopper les relations contractuelles avec la maîtrise d'œuvre, ce qui est juridiquement prévu à l'article 11 du CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) signé le 27 juillet 2009 conjointement avec l'architecte. La Commune a versé 2 160 € d'honoraire sur un montant de 2 700 € correspondant à la phase AVP (Avant Projet). Il est donc proposé d'annuler le marché et autoriser le Maire à relancer un marché de maîtrise d'œuvre pour l'Office de Tourisme.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à annuler le marché de maîtrise d'œuvre et à revoir le projet pour relancer un marché de maîtrise d'œuvre.

13. Attribution d'un Pass Foncier

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme rappelle que le conseil municipal a voté le 25 juin dernier le principe de versement de Pass Foncier d'une valeur de 3 000 €, dans la mesure où les dossiers sont déposés et validés par l'ADIL. En l'occurrence, Nathan Le Guellec présente un dossier pour une construction à Kerfildro.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le versement de 3 000€ dans le cadre du Pass Foncier, qui sera versée sur justificatif de l'ouverture du chantier et après premier appel de fonds du constructeur.

14. Attribution d'un prêt à taux zéro

Annie Marzin, adjointe à l'urbanisme rappelle que le conseil municipal a voté le 26 juin dernier le principe de versement d'une subvention de 3 000 € dans le cadre de l'attribution de prêts à taux zéro et présente la demande de monsieur Vincent Guenno et madame Karine Dupont, qui remplissent les conditions nécessaires pour prétendre à l'aide financière, leur dossier ayant été validé par l'ADIL (Agence Départementale pour l'Information sur le Logement), la construction est prévue rue du collège.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise l'octroi une subvention de 3 000 € dans le cadre des prêts à taux zéro, cette somme sera versée sur justificatif de l'ouverture du chantier et après premier appel de fonds du constructeur.

15. Implantation d'un amer

Le Maire présente la proposition d'implantation d'un amer (Un amer est un point de repère fixe et identifiable sans ambiguïté utilisé pour la navigation maritime) sur le littoral d'une Commune. Il s'agit d'un monument en acier - sculpture d'une hauteur de 10 mètres - à réaliser par l'artiste Max Relouzat de Quimper. Ce dernier a sollicité quatre municipalités (Plozévet, Saint-Nazaire, Bordeaux et Nantes) pour l'implantation de l'œuvre. Le conseil municipal s'interroge sur la conformité avec les règles d'urbanisme et reconnaît l'intérêt du projet puis après en avoir délibéré (21 pour) se prononce favorablement à l'acquisition d'une estampe d'une valeur de 100 € et prévoit la dépense au budget.

16. Motion pour l'ouverture du bureau de La Poste à Plozévet

Le Maire fait part du courrier du Directeur d'établissement de La Poste (bureau d'Audierne) qui informe de la fermeture à compter du 3 janvier 2011 de l'accueil du public du bureau de Plozévet le lundi matin. Le bureau municipal, considérant l'intérêt du service public et le service rendu à la population souhaite que l'assemblée délibérante prenne une motion pour manifester son mécontentement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) se prononce défavorablement à la fermeture du lundi matin, considérant qu'il s'agit d'une suppression des services publics sur la commune ce qui va à l'encontre de l'esprit du service public.

17. Motion pour le TGV

Le Maire présente la motion élaborée par l'Association des Maires de France qui concerne la crainte de la remise en cause du caractère prioritaire de la ligne TGV Paris-Brest-Quimper. Rappelant la situation de « terminus » de notre département, le Maire demande à l'instar de l'AMF la confirmation du caractère prioritaire de la ligne TGV et son inscription dans le schéma d'infrastructures des transports.

Le conseil municipal adopte à l'unanimité (21 pour) la motion telle que présentée.

18. Remboursement de frais

Le Maire présente les frais engagés par Véronique Le Scaon, conseillère municipale, qui a réalisé des achats dans le magasin Babou de Quimper pour les décorations de Noël de la Commune. Cette enseigne n'acceptant pas les mandats administratifs, il convient d'autoriser le remboursement des frais engagés (99,89€).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à rembourser la dépense telle que présentée.

Questions diverses

Informations :

Le 16 XII prochain Conseil communautaire à Plogastel-Saint-Germain.

La remise de galon au CIS de Plozévet le 19 XI.

Dans le cadre de la semaine de réduction des déchets, plusieurs manifestations et ateliers sont organisés sur la Commune.

Troc et Puces de l'AL dimanche 21 XI,

Le 27 XI, soirée téléthon,

Vendredi 3 XII à 18 h fleurir la France,

Le 9 janvier à 11 heures, vœux de la municipalité,

Le 19 janvier, territoire et dynamisme économique,

Annie Marzin prépare une réunion dans le cadre de la révision du PLU pour le 10 janvier.

Jean-Bernard Yannic informe que l'appel d'offres pour l'enclos de l'église est en cours.

Jean-Claude Stourm fait le point sur Science & Citoyen : 524 lycéens et collégiens pour le mois de mai.

Claudie Guénolé présente l'expo à la médiathèque avec l'asso PASSI.

Gaby Péton dresse des bilans : 270 personnes au repas des anciens, 25 enfants en moyenne par jour à l'aide aux devoirs, l'atelier lecture et contes a démarré le jeudi pour les enfants de maternelle pendant la pause méridienne, 45 repas distribués par jour pour le portage de repas à domicile, 8 personnes bénéficient du transport collectif, 15 enfants bénéficient du service de transport collectif accompagné.

Les diverses informations et dates sont portées à la connaissance des élus et la séance est levée à 20h10.

Un concitoyen évoque la route de Lamarzin, il lui est répondu que la CCHPB doit venir vérifier l'état des lieux et consolider le revêtement.